

Prestation de service en création et conception de supports de communication

marché CCI2025-04

Marché public de fournitures courantes et de services

Marché passé sous forme d'une procédure adaptée

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

Mercredi 26 mars 2024 à 12 heures

SOMMAIRE

1.	Personne morale de droit public passant le marché	3
2.	Objet du marché	3
2.1.	Objet	3
2.2.	Allotissement	3
2.3.	Lieu d'exécution	3
3.	Caractéristiques du marché	3
3.1.	Forme du marché	3
3.2.	Technique d'achat	3
3.2.1.	Lots 1 et 2 – Campagnes digitales (SEA, social Ads)	Erreur ! Signet non défini.
3.2.2.	Lot 3 – Optimisation de référencement naturel (SEO) des sites internet	Erreur ! Signet non défini.
3.3.	Montant de l'accord cadre	4
3.4.	Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution	4
3.5.	Tranches conditionnelles	4
4.	Documents contractuels	4
4.1.	Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires	5
4.2.	Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale	5
5.	Prix	5
5.1.	Prix du marché	5
5.2.	Détermination du prix	5
5.3.	Révision - actualisation	6
5.4.	Clause butoir	6
6.	Claude de réexamen	6
7.	Sous Traitance	7
8.	Facturation et paiements	7
8.1.	Présentation des demandes de paiement et envoi des factures	7
8.2.	Paievements	7
8.3.	Avance Forfaitaire	7
8.3.1.	Avance forfaitaire versée au titulaire du marché	7
8.3.2.	Les avances versées aux sous-traitants	8
8.3.3.	Conditions de garanties pour le versement des avances	8
8.4.	Cessions ou Nantissement de créance	8
9.	Assurances Professionnelles	8
10.	Résiliation pour motif d'intérêt général	8
10.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	8
10.2.	Autres cas de résiliation	9
11.	Pénalités	9
12.	Conditions générales d'achat	9
12.1.	Secret Professionnel et obligation de discrétion	9
12.2.	Correspondant attitré	9
12.3.	Personnel affecté aux prestations	9
13.	Juridictions compétentes	9
14.	Dérogation au CCAG travaux	9

1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ILLE ET VILAINE
2 avenue de la Préfecture
CS 64204
35042 RENNES CEDEX

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur
Monsieur le Président

Comptable assignataire des paiements
Monsieur le Trésorier

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet une prestation de service en création et conception de supports de communication.

Cette prestation vise à sélectionner des prestataires qualifiés pour concevoir graphiquement, créer, maquetter des supports de communication, rechercher des visuels et réaliser des montages vidéo

La description des prestations attendues est précisée dans le Cahier des Charges.

2.2. ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie en deux lots :
lot 1 - création et conception de supports de communication
lot 2 - création de vidéos

Les candidats pourront remettre une offre pour chacun des lots.

2.3. LIEU D'EXECUTION

France, Région Bretagne, Ille et Vilaine ; Rennes
Code NUTS : FRH03.

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et de services selon la procédure du marché à procédure adaptée.

Ce marché est un marché soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

3.2. TECHNIQUE D'ACHAT

Le marché est passé selon la technique de l'accord cadre défini à l'article L2521-1 du code de la commande publique.

L'accord cadre est multi attributaire et est attribué après remise en concurrence des seuls attributaires du lot considéré.

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offre, le lot 1 est attribué à 3 prestataires Agences et 2 prestataires freelances interrogés selon la nature de la prestation à commander, le lot 2 est attribué à 2 prestataires.

Ce marché donne lieu à conclusion de marchés subséquents conformément aux dispositions des articles R2162-7 et R2162-12 du Code de la Commande Publique.

Préalablement à la conclusion des marchés subséquents, la CCI Ile et Vilaine demande par écrit aux titulaires du lot considéré de compléter leurs offres pour répondre au besoin défini. Ce complément ne pourra pas avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue lors de l'attribution de l'accord cadre.

Chaque titulaire transmet sous un délai de 10 jours son dossier technique sur la plateforme de dématérialisation. Pour se faire, un code d'accès restreint sera communiqué à chacun des titulaires consultés.

Le dossier remis par les titulaires lors de consultation des marchés subséquents sera jugé selon les critères suivants :

- valeur technique appréciée au regard de :
 - qualité et pertinence de la proposition (créativité, originalité, méthodologie...)
 - Le délai de la réalisation
 - Le prix forfaitaire en cas de prestations supplémentaires

Le prix applicable aux prestations est celui retenu lors de la notification du marché.

Deux absences de réponse pourront entraîner la résiliation de l'accord cadre.

À l'expiration de l'accord-cadre, aucun marché subséquent ne pourra plus être conclus, mais l'exécution des marchés subséquents en cours seront poursuivis jusqu'à leur terme. La durée d'exécution des marchés subséquents ne pourra cependant pas excéder de plus de 6 mois la fin de validité de l'accord-cadre.

La remise en concurrence est organisée soit au moment de la survenance du besoin soit selon le planning établi lors de l'attribution de l'accord cadre.

3.3. MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le BPU précise, en quantité, le nombre d'unités attendu sur la durée totale, toutes reconductions comprises. S'agissant d'un estimatif, ces valeurs ne constituent pas un engagement de commande.

3.4. DUREE DU MARCHE ET DATES PREVISIONNELLES D'EXECUTION

Le marché est d'une durée ferme de un an.

Le marché se renouvelle une fois.

Chaque reconduction est d'une durée de douze mois.

La décision de reconduction ou de non-reconduction est notifiée au titulaire 60 jours calendaires avant la date d'échéance de chaque période par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique via la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de reconduction ou non-reconduction du marché ni prétendre à une quelconque indemnité en cas de non-reconduction

Le planning d'exécution des prestations est le suivant :

- Date prévisionnelle de début des prestations : Mai 2025
- Date de fin de marché : le 31 Mai 2027, toutes reconductions comprises

3.5. TRANCHES CONDITIONNELLES

sans objet

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;

- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

4.1. Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

4.2. Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale

Le titulaire remet tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

5. PRIX

5.1. Prix du marché

Les prix du marché sont des prix fermes et forfaitaires.

L'unité monétaire est l'Euro, les prix sont exprimés hors T.V.A et toutes taxes comprises. La taxe sur la valeur ajoutée appliquée est celle en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, pour les candidats se présentant en groupement, l'un des opérateurs économiques du groupement désigné comme mandataire dans l'offre, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Ce mandataire coordonne l'ensemble des prestations des membres du groupement ainsi que les paiements au groupement.

Si le groupement est conjoint, tous les membres du groupement signent l'acte d'engagement. En ce cas, il est indiqué, dans l'annexe relative aux groupements d'entreprise, le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » correspondant à la date limite de remise des plis de la présente consultation.

Un prix ferme est un prix invariable pendant la durée du marché

Néanmoins, lorsqu'un marché de travaux ou un marché de fournitures et de services autres que courants est conclu à prix ferme, ses clauses doivent prévoir les conditions de son actualisation

5.2. Détermination du prix

Le candidat est réputé avoir pris en considération toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations et travaux demandés par la CCI Ille et Vilaine et en particulier :

- Avoir pris tous les renseignements complémentaires qu'il jugeait utiles auprès de la CCI Ille et Vilaine et auprès de tous services et autorités compétentes ;
- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et travaux, s'être rendu compte parfaitement de leur nature, leur importance et leur particularité ;
- Avoir posé toutes questions utiles préalablement au dépôt de son offre ;

En conséquence, les prix du présent marché incluent toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- la mise à disposition du matériel et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- les frais liés à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais d'assurance ;
- les frais liés à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations de respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

Aussi, il s'engage ou engage le groupement dont il est mandataire, sans réserve, conformément aux dispositions émises tant par le marché que par les documents et textes qui y sont visés et/ou annexés, à exécuter le marché tel que défini dans ces pièces et son offre.

5.3. Révision - actualisation

Les prix sont ferme la première année.

Les prix sont révisibles les années suivantes.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à partir du premier jour de la première reconduction, par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$\text{Prix révisé} = p_0 \times (I_n / I_0)$$

Où :

Po : Prix HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre)

In : Dernier indice définitif connu au moment du calcul de la révision des prix

Io : Dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision des prix (ou de l'offre initiale pour la 1ère révision des prix).

Les valeurs de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) A17 JZ - information et communication sont publiées par l'INSEE et référencées sous le n°010766356.

La dernière valeur connue de l'indice est de 105 (p) (2ième trimestre 2024)

Les prix ainsi révisés sont fermes pour une année.

5.4. Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix sera limitée à une augmentation de 2 % maximum entre deux années civiles successives.

Le contrat s'exécute selon le prix résultant de l'application de la clause butoir et le fournisseur est tenu de livrer les prestations suivant le prix plafonné.

6. CLAUDE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas le marché
- Intégration de prestations nouvelles ou fourniture de nouveau matériel nécessaires à l'objet du présent marché
- Ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation
- Modifications de faible montant
- Modifications non substantielles, quels qu'en soit le montant

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de la CCI Ille et Vilaine et est notifiée au titulaire par avenant.

7. SOUS TRAITANCE

La sous traitance totale du marché n'est pas autorisée

Le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties des travaux, sous réserve d'obtenir préalablement l'agrément de la CCI Ile et Vilaine.

Le titulaire du marché adresse la demande de sous traitance en transmettant l'imprimé DC4 dûment signé et accompagné de l'ensemble des pièces requises.

Ces documents doivent impérativement parvenir à la CCI Ile et Vilaine 15 jours avant tout début d'intervention du sous-traitant.

8. FACTURATION ET PAIEMENTS

8.1. Présentation des demandes de paiement et envoi des factures

La transmission des demandes de paiement se fait via le dispositif Chorus Pro uniquement.

Selon le lieu de réalisation de la prestation, le dépôt sur Chorus Pro se fera via le SIRET suivant :

site de Javené / Fougères / Vitré	130 022 809 00128
site de Rennes / Saint Grégoire / Redon	130 022 809 00011
site de Bruz	130 022 809 00029
site de Saint Malo	130 022 809 00060

Il doit être établi une facture par opération.

Outre les mentions légales, les factures comportent :

- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- La référence du bon de commande (DA n°xxx) ;

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations

8.2. Paielements

Les paiements se font par virement. A cet effet, le titulaire fournira un RIB.

Les paiements sont effectués à la prestation

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément à la réglementation applicable aux marchés publics.

8.3. Avance Forfaitaire

8.3.1. Avance forfaitaire versée au titulaire du marché

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, la CCI Ile et Vilaine versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article R2191- 7 du Code de la Commande Publique,

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le bénéficiaire de l'avance, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

8.3.2. Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le Titulaire transmet immédiatement à la CCI Ille et Vilaine la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

8.3.3. Conditions de garanties pour le versement des avances

la CCI Ille et Vilaine conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité du montant de l'avance. Cette garantie à première demande doit être conforme au modèle annexé à l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire pris en application des articles R 2191-37 et R2391-25 de Code de la commande publique.

A défaut, le versement de l'avance ne sera pas effectué, le délai de paiement ne pouvant alors courir.

8.4. Cessions ou nantissement de créance

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du marché, il sera délivré, sur demande expresse, par la CCI Ille et Vilaine, un certificat de cessibilité.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier à la réglementation applicable aux marchés publics et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable à la CCI Ille et Vilaine. En ce cas, le paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification à la CCI Ille et Vilaine de l'original du certificat de cessibilité

9. ASSURANCES PROFESSIONNELLES

Préalablement à tout début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier :

- de sa couverture au titre de la responsabilité civile ;
- de sa couverture au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommage en cours d'exécution du marché ;

10. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

10.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS

En cas de résiliation pour un motif d'intérêt général et, il n'y aura pas lieu à versement d'une indemnité de résiliation au profit du titulaire.

Seules, les prestations réalisées avant la date d'effet de la résiliation seront réglées.

10.2. Autres cas de résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG

11. PENALITES

Conformément aux dispositions du CCAG, il est fait application d'une pénalité de retard ainsi calculée :

- Pénalité de retard : 5% valeur de base HT de la prestation ou de la part de la prestation concernée X nombre de jours de retard / 1 000

Il est également fait application des pénalités suivantes :

- Pénalité journalière pour retard de livraison (sauf force majeur) : 50 €

Les pénalités ne sont pas assujetties à TVA, les documents les constatant indiquent clairement leur nature de pénalité ;

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure.

Par dérogation aux dispositions du CCAG, le titulaire sera soumis aux pénalités même si leur montant total est inférieur à 1 000 euros ;

12. CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

12.1. Secret Professionnel et obligation de discrétion

Les candidats et le titulaire du marché sont tenus à une obligation de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents de tout ordre, décisions dont ils auront connaissance au cours du présent marché. Ils s'interdisent toute divulgation à des tiers quelle que soit la forme de celle-ci et notamment toute communication orale ou écrite sur les activités de la CCI Ile et Vilaine et des occupants du site.

12.2. Correspondant attitré

Afin de faciliter l'exécution du marché et pour assurer le suivi de qualité, le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de la CCI Ile et Vilaine, un référent et à fournir les coordonnées précises de cette personne (nom, adresse, fax...).

Toutes les notifications (notamment celles contenant des ordres de service ou bons de commande) pourront être effectuées par voie électronique ou télécopie, en donnant lieu à accusé réception. Elles seront valablement effectuées à l'attention du correspondant attitré.

12.3. Personnel affecté aux prestations

Le titulaire met en œuvre toutes les actions nécessaires afin que le personnel qu'il fait intervenir sur les sites de la CCI Ile et Vilaine soit parfaitement qualifié et formé. Sur simple demande de celle-ci, il produit la preuve des qualifications de ses personnels.

13. JURIDICTIONS COMPETENTES

Les parties au marché désignent comme juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché public le Tribunal Administratif de Rennes, Ile et Vilaine, France.

14. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations des pièces du marché au CCAG

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auquel il est dérogé
10	14